

Mediator : comment en finir avec un système meurtrier

jeudi 29 septembre 2011, par [PIGNARRE Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2011).

Un an après le début de l'affaire du Mediator, il est temps d'essayer de tirer les leçons de cette incroyable débâcle sanitaire : elle nous a beaucoup appris sur l'industrie pharmaceutique et cela doit nous aider à réfléchir aux manières de combattre le « capitalisme thérapeutique ».

Sommaire

- [Un révélateur des problèmes](#)
- [Comment agir ?](#)

Un rapprochement peut nous aider à saisir la situation : Madoff, escroc financier américain qui a ruiné quelques centaines de personnes parmi les plus fortunées du monde a écopé de 150 ans de prison. Servier, patron et propriétaire de la firme du même nom, accusé d'avoir tué entre 500 et 2 000 personnes avec un médicament présenté de manière frauduleuse à la fois aux autorités de santé (complaisantes, pour dire le moins) et aux médecins, ricane ouvertement. 2 000 pauvres gens assassinés, c'est moins grave que quelques centaines de très riches qui sont ruinés (ou appauvris) !

Les laboratoires Servier sont un exemple typique d'un certain capitalisme français aux pratiques mafieuses que tout le monde connaissait. Alors que le groupe compte environ 5 000 salariés en France (et en annonce 20 000 dans le monde), aucun syndicat n'a jamais pu y prendre pied. Un système de surveillance policière permet d'éliminer, lors des recrutements, les candidats ne présentant pas toutes les garanties. Plus de vingt personnes sont chargées en permanence de développer des relations avec les parlementaires, les ministres et les membres de leur cabinet. Servier sera décoré de l'ordre du Mérite par François Mitterrand et adoubé grand-croix de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy...

Un révélateur des problèmes

Premier problème : les études cliniques qui permettent de savoir si un nouveau médicament est plus efficace qu'un placebo (ou un médicament déjà sur le marché) sont toujours réalisées sous la seule responsabilité des firmes pharmaceutiques. Elles ont la haute main sur toutes les modalités : choix du comparateur, des doses utilisées, des critères d'efficacité, des effets secondaires à prendre en compte, des constantes biologiques à suivre, de la sélection des patients, des médecins expérimentateurs, de la publication des résultats... Autant dire que les résultats sont généralement bons ! Et il faut des années pour découvrir que la réalité n'est jamais si rose qu'au moment du lancement.

Deuxième problème : les commissions officielles qui vérifient et jugent des résultats de ces études sont composées de médecins et de chercheurs qui ont tous des contrats avec l'industrie pharmaceutique. Comment, d'ailleurs, faire aujourd'hui des travaux de recherche sans la

participation des industriels alors que les budgets publics sont en peau de chagrin ? Des revues générales ont montré que c'est la biologie, comme domaine scientifique, qui était tout entière infestée par la corruption : c'est le domaine scientifique où les trucages et les maquillages de résultats sont les plus fréquents.

Troisième problème : le prix des nouveaux médicaments ne dépend absolument pas de leurs avantages pour les patients mais d'une décision prise in fine par le ministre lui-même. Là encore, ce système permet toutes les corruptions : « Une usine dans ma circonscription contre un bon prix pour votre médicament. » Résultat : jamais les innovations n'ont été aussi peu nombreuses mais jamais on n'a autant dépensé !

Quatrième problème : la formation permanente des médecins (et, de plus en plus, leur formation initiale) est presque totalement sous le contrôle des laboratoires pharmaceutiques.

Aucune des réformes aujourd'hui proposées par Xavier Bertrand, ministre de la Santé, ne règlera ces problèmes à la source d'un système vermoulu.

Comment agir ?

Chacun de ces problèmes a fait l'objet d'enquêtes détaillées et de propositions par des associations de médecins et de patients et par la formidable revue *Prescrire* totalement indépendante dont l'expertise n'est jamais prise en défaut. (Une question qu'il faut toujours poser à votre médecin : lisez-vous *Prescrire* ? En cas de réponse négative, changez de médecin !)

Si les industriels ont de plus en plus recours à des méthodes meurtrières pour les patients, c'est qu'ils sont confrontés à un problème de fond qui n'est pas propre à Servier : leurs recherches sont depuis le milieu des années 1980 dans une phase de rendements décroissants. Même un laboratoire comme Sanofi (de taille mondiale) a bien du mal à mettre sur le marché de nouveaux médicaments. Soit il est retiré quelques mois après le lancement (Acomplia), soit ils sont menacés de déremboursement car leur service médical rendu est trop faible (Multaq) et leurs effets secondaires redoutés. Comment dans ces conditions garantir aux actionnaires les revenus attendus ?

Si les patients (et les systèmes de remboursement) sont évidemment les premières victimes des méthodes intolérables de l'industrie, leurs salariés vont aussi payer un prix élevé. Aujourd'hui que le roi Servier est nu, que de plus en plus de médecins boycottent ses médicaments, que vont devenir les salariés ? La mise sous tutelle de l'entreprise avec un audit général de ses médicaments, de ses projets de recherche, de ses archives devrait avoir pour premier objectif de protéger les salariés du groupe.

Si on doit réclamer la nationalisation de cette industrie menaçante, c'est l'occasion de réfléchir à son contenu sachant que l'on ne peut faire confiance ni au marché ni à l'État. Qui définit les axes de recherche prioritaires ? Comment ne pas se contenter de dénoncer ? De ce point de vue, aussi bien une organisation comme Médecin sans frontière, que l'Association française contre les myopathies ont compris qu'ils ne pouvaient pas faire confiance à l'industrie pharmaceutique pour inventer les médicaments dont on a besoin (contre la malaria ou des maladies orphelines). Ils ont mis en œuvre des politiques de recherche alternatives qui ont déjà porté leurs fruits et qui sont un formidable encouragement pour échapper à la résignation.

Philippe Pignarre

* Publié dans : *Hebdo Tout est à nous !* 116 (22/09/11).

